



Arrêté préfectoral n°24EB583
**Relatif aux prélèvements d'eau douce
pour le remplissage des mares de tonne de chasse**

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment l'article L 211-3 ;

VU le Code civil ;

VU le Code pénal ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

VU l'Arrêté du 3 mars 2022 du Préfet de la Région Bretagne Pays de Loire approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'Arrêté du 10 mars 2022 du Préfet de la Région Occitanie approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'Arrêté préfectoral n° 24EB0168 du 24 avril 2024 délimitant les bassins de gestion et définissant les mesures de restriction ou de suspension provisoires du remplissage des mares de tonne dans le département de la CHARENTE-MARITIME entre le 15 avril et le 30 novembre ;

CONSIDÉRANT que le remplissage des mares de tonne et leur maintien à niveau, nécessitant leur réalimentation pendant toute la période d'étiage, peut avoir une incidence sur le milieu ;

CONSIDÉRANT la remontée des débits et des niveaux dans les marais Nord et Sud de Rochefort ;

CONSIDÉRANT la reprise des écoulements à la mer au niveau des marais Nord et Sud de Rochefort ;

CONSIDÉRANT le débit de la Charente à 27 m³/s au 10 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT les avis favorables du comité consulté en date du 10/09/2024 conformément à l'article 7.2.2.2 de l'arrêté n°24EB0168 du 24 avril 2024 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE

Article 1 : REMPLISSAGE DES MARES DE TONNE

Conformément aux dispositions des articles 5.1 et 7.2. de l'arrêté n°24EB0168 du 24 avril 2024, les règles de gestion pour le remplissage des mares de tonne en eau douce sont les suivantes :

BASSIN	RÈGLES DE GESTION
Marais de Rochefort Nord	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Marais de Rochefort Sud	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Curé et Sèvre Niortaise	Remplissage et remise à niveau limités à une surface de 1 ha
Mignon	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Fleuve Charente	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Boutonne et affluents	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Antenne et Rouzille	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Seudre	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Seugne	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Marais bord de Gironde Nord	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Marais bord de Gironde Sud	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Isle bassin aval	Remplissage et remise à niveau sans limitation
Dronne aval	Remplissage et remise à niveau sans limitation

Ces dispositions entrent en vigueur à compter du 14 septembre 2024 8 heures.

Article 2 : ABROGATION

L'arrêté n°24EB498 du 7 août 2024 est abrogé à la date d'application du présent arrêté précisée à l'article 1.

Article 3 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R216-9 du Code de l'environnement.

Article 4 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – CS 80541 – 86020 POITIERS CEDEX) ou en le déposant en ligne sur l'application « Télérecours citoyens » <https://www.telerecours.fr>. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de JONZAC, ROCHEFORT, SAINTES, ST JEAN-D'ANGELY, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Charente-Maritime, la Directrice Départementale de la Sécurité Publique, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime, les Maires du département, la responsable départementale de l'Office Français pour la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Recueil des Actes Administratifs* de la Préfecture de la Charente-Maritime, affiché en mairies et adressé pour information aux préfets coordonnateurs des bassins *Loire-Bretagne et Adour-Garonne*.

Fait à La Rochelle, le 13 SEP. 2024

Le Préfet,



Brice BLONDEL